CONVENTION - COMMUNE D'ENTENTE ENTRE LES COMMUNES D'ANNOEULLIN, ALLENES LES MARAIS ET CARNIN POUR L'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS ET ACTES RELATIFS A L'OCCUPATION DES SOLS

Textes législatifs

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L5221-1 et L 5221-2
- Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L422-1 et L422-3, ainsi que de l'article R423-15 à l'article R423-48

Préambule

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

Par délibération en date du 1^{er} octobre 2019, le Conseil Municipal d'ANNOEULLIN a décidé de créer un service unifié d'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols au sein de la ville d'ANNOEULLIN.

En application de l'article R423-15 du code de l'urbanisme, les communes de Provin, Allennes les Marais et Carnin ont décidé, par délibération de leur conseil Municipal, de confier à la Commune d'ANNOEULLIN l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols.

Sur le fondement des articles L52221-1 et L 5221-2 du code général des collectivités territoriales, la première convention d'entente organisée entre les Communes pour assurer le fonctionnement mutualisé du service public d'instruction des autorisations du droit des sols a été signée le 31/10/2019.

Trois communes décident de renouveler leur partenariat pour une nouvelle période à partir du 1^{er} janvier 2025 afin de poursuivre le fonctionnement mutualisé du service public d'instruction des autorisations du droit des sols.

La convention est établie entre :

La commune d'ANNOEULLIN représentée par son Maire, Philippe PARSY dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du

La commune d'ALLENES LES MARAIS représentée par son Maire, Carine VANDAELE dûment habilitée par une délibération du Conseil Municipal en date du ...

La commune de CARNIN représentée par son maire, Monsieur Louis MARCY dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du ...

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'entente organisée entre les Communes pour assurer le fonctionnement de l'instruction des autorisations du droit des sols. La Commune d'ANNOEULLIN, service instructeur, assure l'instruction des autorisations d'urbanisme des Communes reprises ci-dessus.

Article 2 : Champs d'application

La présente convention s'applique à toutes les demandes et déclarations ci-après, déposées durant sa période de validité, c'est-à-dire :

- Les certificats d'urbanisme opérationnels (CUB)
- Les permis de construire (PC)
- Les déclarations préalables (DP)
- Les permis de démolir (PD)
- Les permis d'aménager (PA)

Sont expressément exclus du champ d'application de la présente convention :

- Les certificats d'urbanisme d'information (CUa) restant étudiés par les Communes délégataires.
- Les actes demeurant de la compétence de l'Etat visés aux articles L422-1, L422-2 et R422-1 et R422-2 du code de l'Urbanisme qui seront directement transmis par les Communes délégataires à la DDTM de Lille pour instruction.

La présente convention porte sur l'ensemble des actes de la procédure d'instruction des autorisations telle que décrite ci-après, depuis l'examen du caractère complet du dossier du demandeur jusqu'à la préparation du projet de décision ou d'acte.

Article 3 : Responsabilité du Maire

Conformément aux dispositions des articles R423-1 et R410-3 du code de l'urbanisme toutes les demandes d'autorisation d'urbanisme sont réceptionnées en Mairie.

Les Maires sont signataires des décisions et actes relatifs à l'occupation des sols relevant de sa compétence et entrant dans le cadre de la présente convention. Les Communes délégataires assurent, dans le respect du droit, les tâches suivantes :

A) Phase préalable au dépôt de la demande

Les Communes renseignent sur la constitution du dossier et distribuent les imprimés de demande d'autorisation en rappelant le nombre de dossiers nécessaires à l'instruction et informent de la possibilité de déposer les demandes en lignes via le GNAU.

Les Communes fourniront en tant que besoin le dossier de déclaration d'un assainissement non collectif.

Les Communes délivrent les informations réglementaires de base liées aux documents d'urbanisme applicables (PLU, servitudes) et sur la fiscalité de l'urbanisme.

A ce stade, le service instructeur de la Commune d'ANNOEULLIN peut apporter son concours aux Communes délégataires pour une analyse réglementaire complémentaire, avec toutes les réserves de prudence qui s'imposent tant que le dossier définitif n'est pas en instruction, ainsi qu'une analyse architecturale du projet et de son insertion paysagère ou urbanistique.

B – Phase du dépôt de la demande

Les Communes procèdent à l'affectation d'un numéro d'enregistrement, enregistrent le dossier et délivrent un récépissé au pétitionnaire conformément aux dispositions des articles R.423-3 à R.423-5 du code l'urbanisme.

C- Phase de l'instruction

AU PLUS TARD DANS LES HUIT JOURS SUIVANT LE DEPÔT DE LA DEMANDE

Les Communes doivent transmettre au service instructeur de la Commune d'ANNOEULLIN le dossier complet.

Une fiche « information du Maire au service instructeur » dûment complétée des informations utiles ci-dessous :

- Desserte en réseaux du projet
- Présence éventuelle de bâtiments générateurs de nuisance, notamment agricoles, à proximité
- Connaissance de risques
- Défense incendie
- Avis du Maire sur le projet

L'attention des Maires est attirée sur l'obligation de transmettre la fiche « information du Maire au service instructeur » au service instructeur dans le délai imparti et ce afin d'assurer une instruction optimale.

Si nécessaire, transmission d'1 exemplaire de la demande au service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP) (article R423-10 du CU) et à l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) (article R423-11 du CU).

Dans les sites classés et les réserves naturelles, le Maire transmet un exemplaire complémentaire au Préfet (article R423-12 du CU)

AU PLUS TARD DANS LES 15 JOURS SUIVANT LE DEPÔT DU DOSSIER

Les Communes délégataires procèdent à l'affichage de l'avis de dépôt de la demande d'autorisation et pendant toute la durée de l'instruction (article R423-6 du CU) et informent le service instructeur de la date d'affichage en Mairie.

AU PLUS TARD DANS LE MOIS SUIVANT LE DEPÔT DU DOSSIER

Les Communes délégataires notifient au pétitionnaire par lettre recommandée A/R ou remise en mains propres contre décharge ou via la plateforme dématérialisée, la prolongation du délai d'instruction (R 423-42 du CU), la demande de pièces complémentaires (R423-42 du CU).

Le cas échéant, les Communes délégataires informent le demandeur que son projet se trouve dans une des situations énumérées aux articles R424-2 et 423-3, où un permis tacite ne peut être acquis ou ne peut être acquis qu'en l'absence d'opposition ou de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France (R 423-5 du CU)

D- Phase d'instruction :

Les Communes délégataires transmettent immédiatement au service instructeur les pièces complémentaires ou modificatives déposées par le pétitionnaire, volontairement ou à la suite de notification d'une lettre déclarant le dossier incomplet.

Hormis l'ABF, les services consultés répondent directement au service instructeur.

E- Notification de la décision et suite

Les Communes délégataires :

- Notifié au pétitionnaire la décision par lettre recommandée A/R ou remise en mains propres contre décharge ou via la plateforme dématérialisée avant la fin du délai d'instruction
La notification par LRAC ne s'impose pas pour les accords simples sans prescriptions
- Transmettre la décision au Préfet, au titre du contrôle de légalité, accompagnée du dossier complet dans un délai de 15 jours à compter de la signature
- S'agissant d'une autorisation obtenue tacitement, le Maire transmet copie du dossier au Préfet pour le contrôle de légalité

En cas de notification hors délai par le Maire de sa décision, ou en cas d'absence de notification, la Communes délégataires assument toutes les conséquences juridiques, financières et fiscales qui en découlent.

F – Après la décision

Affichage de la décision dans le délai de 8 jours à compter de la décision et durant 2 mois (artR424-15 al 3 CU).

L'exécution de cette formalité est mentionnée dans le registre chronologique des actes de publication et de notification des arrêtés.

G- Phase contrôle des travaux

Les recollements, afin de vérifier la conformité des travaux, visés à l'article R462-6 et ceux obligatoires visés à l'article R462-7 du code de l'urbanisme restent du ressort des Communes délégataires. Toutefois, le service instructeur, peut apporter, si besoin, une assistance technique et juridique à l'exécution de cette phase.

De plus, après vérification des travaux par la Commune délégataire et à sa demande, le service instructeur pourra réaliser l'attestation de non opposition à la DAACT déposée par le pétitionnaire. Dans ce cas, il y aura lieu de transmettre au service instructeur, la DAACT ainsi que la réglementation thermique pour les permis de construire.

ARTICLE 4 : Responsabilité de la Commune d'ANNOEULLIN

La ville d'ANNOEULLIN assure l'instruction réglementaire de la demande, depuis sa transmission par le Maire jusqu'à la préparation et l'envoi au Maire du projet de décision. Dans ce cadre, elle assure les taches suivantes :

A) Lors de la phase de dépôt de la demande

- Vérifier la complétude du dossier (contenu et qualité)
- Déterminer si le dossier fait partie des cas prévus « pour consultations »
- Déterminer les délais et les majorations de délai conformément au code de l'urbanisme
- transmettre les dossiers aux consultations extérieures qui lui incombent
- Envoyer au maire la proposition de notification des pièces manquantes et de majoration éventuelle de délais avant la fin de la 4^e semaine

B) Lors de l'instruction

- Procéder aux consultations des services, personnes publiques ou commissions prévues par le code de l'urbanisme (SDIS ...)
- Examen technique du dossier, notamment au regard des règles d'urbanisme applicables au terrain considéré et des informations délivrées par le maire
- Réaliser la synthèse des pièces du dossier y compris l'avis de l'ABF
- Discuter des projets, si nécessaire, avec les élus ou service urbanisme de la commune

C) Phase de la décision

- Rédiger la décision tenant compte du projet déposé, de l'ensemble des règles d'urbanisme applicables et des avis recueillis et la transmettre au maire, avant la fin du délai global d'instruction (intégrant l'avis de l'ABF)

D) Traitement des actes annexes

- Instruction des demandes d'annulation de dossiers en cours d'instruction
La commune devra fournir un courrier écrit du pétitionnaire au service instructeur.
- Traitement des demandes de retrait des autorisations instruites par le service instructeur sollicité par le pétitionnaire
La commune devra fournir un courrier écrit du pétitionnaire et vérifier que les travaux autorisés n'ont pas été réalisés.
- Instruction des demandes de transfert d'autorisation instruites par le service instructeur.
La commune devra fournir la demande de transfert, accompagnée du dossier complet à transférer.
- Instruction des demandes de prorogation
La commune devra fournir la demande de prorogation, accompagnée du dossier complet à transférer.

Article 5 : Modalité de transfert des pièces et dossiers

Dans le souci de favoriser une réponse rapide au pétitionnaire, les courriers relatifs à la procédure de majoration des délais ou de demande de pièces complémentaires, les retours de consultation des avis extérieurs, les propositions de décisions ou autre actes devant être signé par le maire pourront être envoyés par messagerie électronique entre le service instructeur et la Commune pour être mis à la signature du maire.

D'une manière générale, le service instructeur et la Commune privilégieront les échanges par messagerie électronique.

Ces courriers seront adressés par la Commune

- Soit : en recommandés postaux au pétitionnaire (proposition)
- Soit : par voie électronique au pétitionnaire, ce dernier sera, conformément à l'article R423-48 du Code de l'urbanisme *« réputé avoir reçu les notifications à la date à laquelle il les consulte à l'aide de la procédure électronique. Un accusé de réception électronique est adressé à l'autorité compétente au moment de la consultation du document. A défaut de consultation à l'issue d'un délai de huit jours après leur envoi, le demandeur est réputé avoir reçu ces notifications. »*

Par ailleurs, les Communes délégataires informeront le service instructeur de toutes les décisions prises par la Collectivité concernant l'urbanisme et ayant une incidence sur le droit des sols : institution de taxes ou participations, modifications de taux, modifications ou révisions de documents d'urbanisme.

Une communication directe entre le service instructeur et les Communes délégataire sera privilégiée afin d'échanger sur les difficultés rencontrées en cours d'instruction et lever les éventuelles incompréhensions.

Article 6 - Classement et archivage

Les Communes délégataires sont responsables de la conservation de ses dossiers. Ils doivent rester accessibles. Les dossiers d'instruction seront restitués par le service instructeur à aux Communes délégataires dès l'instruction terminée. Le service instructeur conservera les dossiers complets des autorisations d'urbanisme qu'elle juge nécessaire notamment des DP valant division parcellaire, des CUb et des permis d'aménager. Les dossiers non instruits par la Commune d'ANNOEULLIN restent à la disposition et pourront être consultés par le service instructeur.

Article 7 – Modalités d'échange entre le service instructeur, la Commune et les demandeurs

Les Communes délégataires assurent l'accueil physique et téléphonique des demandeurs. Elles restent le principal interlocuteur auprès de ses administrés. En cas de besoin, les Communes pourront solliciter l'avis du service instructeur par téléphone. En accord avec les Communes délégataires, le service instructeur pourra assurer l'accueil téléphonique et physique des demandeurs.

Article 8- Modalités de recours /contentieux

Le traitement des recours gracieux et administratifs engagés le cas échéant contre une décision ayant été instruite par le service instructeur dans le cadre de la présente convention incombe à la Commune.

A la demande expresse des Communes délégataires, le service instructeur prépare la décision de retrait sur recours d'un tiers ainsi que la mise en œuvre de la procédure contradictoire.

Les recours contentieux en annulation formés contre les actes et autorisations visés à l'article 2 de la présente convention sont assurés et pris en charge financièrement par la commune. Dans l'hypothèse où les Communes délégataires seraient concernées par un contentieux indemnitaire, elles renoncent à appeler en garantie la Commune d'ANNOEULLIN ayant instruit la décision contestée.

Le Maire des Communes délégataire reste compétent pour l'établissement de tout procès-verbal d'infraction, en se conformant à ses instructions. Toutefois, à la demande de la Commune, le service instructeur apportera une assistance technique et juridique ponctuelle à l'exécution de cette phase.

Article 9 - Dispositions financières

Le financement de cette nouvelle structure sera assuré par chaque commune délégataire selon une répartition démographique (voir annexe 1). Cette entente ne poursuit aucun but lucratif, elle a pour intérêt d'assurer au coût réel le fonctionnement d'un service d'instruction des ADS sur le territoire du même plan local d'urbanisme intercommunal.

Article 10 : Durée et conditions de résiliation

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2025. Elle est conclue pour une durée de 5 ans. Les parties conviennent de se rencontrer six mois avant son échéance, afin d'étudier la possibilité de reconduire leur entente.

Article 11 : Modifications – avenants

Les signataires peuvent modifier, d'un commun accord et par voie d'avenant, les stipulations de la présente convention.

Article 12 : Litiges

Tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable entre les parties. A défaut d'accord à l'issue d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception notifiée par l'une des parties et précisant la difficulté en cause, chacune des parties pourra saisir le tribunal compétent.

Fait à Annoeullin, le

en 4 exemplaires

Le Maire d'Annoeullin

Le Maire d'Allennes les Marais

Philippe PARSY

Carine VANDAELE

Le Maire de Carnin

Louis MARCY

Annexe 1
Tableau de contribution des communes au service des ADS
2025-2026-2027-2028-2029

	Allennes les Marais	Carnin	total
Cotisation	9 500 €	3 800 €	13 300€